



Angola
2011

www.africaneconomicoutlook.org/fr



Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

Angola

Vue d'ensemble

L'économie de l'Angola est fortement dépendante du secteur pétrolier, et elle a été sévèrement touchée par la chute des prix et de la demande en 2009. La croissance du PIB, l'une des plus rapides au monde pendant des années, n'a pas dépassé 3.4 % en 2010, après être tombée à 2.4 % en 2009. Elle avait atteint 13.8 % en 2008. Malgré la reprise des cours pétroliers, la croissance a été entravée en 2010 par une accumulation d'arriérés de dette publique dans les secteurs de la construction et des infrastructures. Les prévisions sont néanmoins optimistes : la croissance devrait rebondir à 7.5 % en 2011, tirée par des cours pétroliers élevés et par une reprise du programme d'investissements publics (PIP).

L'inflation reste un problème en Angola. Après des années d'érosion, elle a rebondi en 2008 (6 %) pour atteindre 13.7 % en 2009 et prendre encore un point de plus en 2010. On prévoit un tassement à 11.7 % en 2011. Ce retour de l'inflation s'explique par une détérioration du taux de change et par la forte augmentation des prix du pétrole et du gazole après la suppression des subventions. L'inflation devrait demeurer à deux chiffres en 2010 et 2011 en raison des contraintes structurelles pesant sur les transports publics et la distribution des produits agricoles.

Les efforts de soutien au taux de change en 2009 ont sévèrement creusé les réserves monétaires, provoquant une révision de la politique monétaire qui a été inscrite dans la nouvelle constitution approuvée en février 2010. La *Banco Nacional de Angola* (BNA) intervient désormais dans la définition des taux de change et des taux d'intérêts au côté des ministères du Plan et des Finances. Avec la récupération du solde budgétaire et de celui des comptes courants, entamée en 2010 dans la foulée de la hausse des cours pétroliers, la politique monétaire devrait se desserrer en 2011, au bénéfice de l'activité du secteur privé.

Si les activités hors secteur pétrolier ont connu une croissance moyenne de 14 % depuis quatre ans, la diversification de l'économie reste faible. Les secteurs du bâtiment et des infrastructures restent très dépendants du PIP, et la croissance de l'agriculture ne fait que refléter l'effet de rattrapage des 27 années de guerre civile subies par le pays jusqu'en 2002. L'industrie minière reste dominée par le pétrole et le diamant, même si les exploitations d'avant guerre de minerai de fer, d'or et de cuivre en cours reprennent. Le commerce, qui s'était développé de façon informelle pendant la guerre, a été fortement perturbé en 2010 par le déplacement décidé par les autorités du marché de Roque Santerio, jusqu'alors le plus grand marché d'Afrique subsaharienne. Les activités industrielles sont largement dominées par les entreprises du secteur pétrolier et gazier.

Alors que le secteur public a toujours du mal à attirer l'investissement privé dans nombre de secteurs, les autorités se sont attaquées depuis 2002 à de grands défis sociaux et économiques sans explosions significatives de violence. La pénurie générale de ressources humaines qualifiées constitue le principal frein à la croissance à moyen terme. Les autorités espèrent améliorer à court terme l'accès aux services de base grâce à un ambitieux plan de développement des infrastructures, encouragé par la bonne note de crédit-risque du pays.

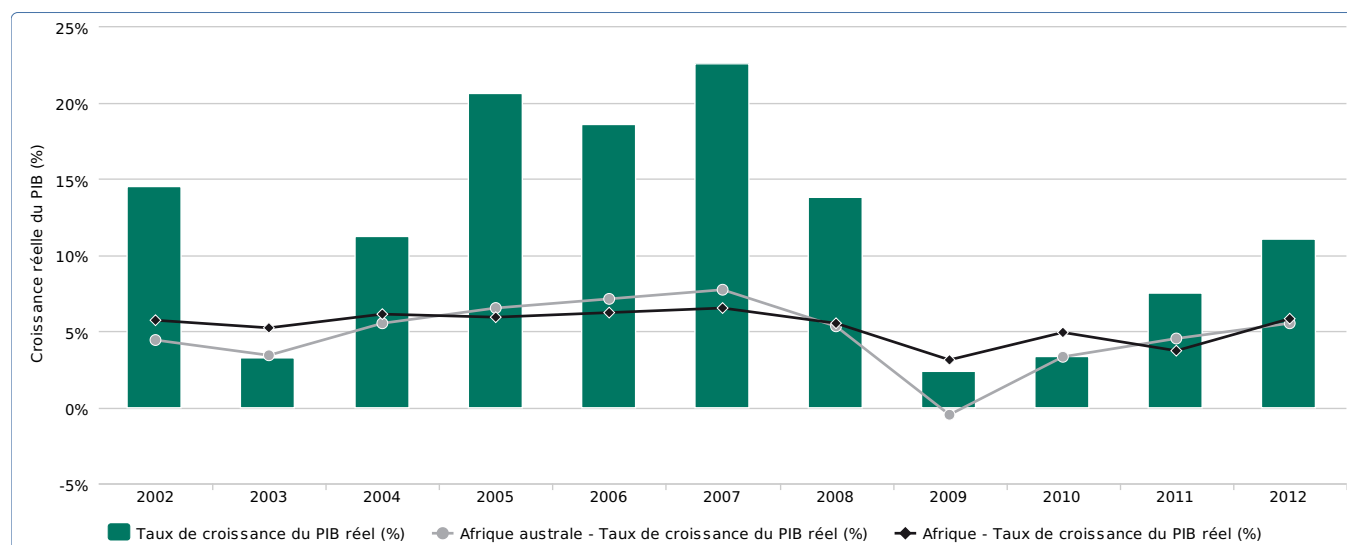
L'économie de l'Angola reste tirée principalement par l'investissement public, entaché par la corruption et la politique. Les programmes nationaux de planification soulignent la nécessité d'une meilleure coordination des politiques, et une politique de développement des infrastructures s'impose avec évidence. Des efforts sont en cours pour encourager le secteur privé et réduire la dépendance de l'économie envers l'investissement public.

L'adoption d'une nouvelle constitution en février 2010 a renforcé l'emprise du président José Eduardo dos Santos sur le pouvoir, depuis trente ans. Le suffrage universel a été aboli pour l'élection présidentielle (le chef de l'État devenant le leader désigné du parti au pouvoir), et le poste de Premier ministre a été remplacé par celui de vice président, placé directement sous l'autorité du président. Bien que le mandat présidentiel ait été limité à deux quinquennats, la réforme ne prend pas en compte les décennies passées au pouvoir par Dos Santos, qui peut donc en principe rester président jusqu'en 2022, la prochaine présidentielle ne devant avoir lieu qu'en 2012.

Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), il y aurait près de 70 000 Angolais réfugiés en République démocratique du Congo (RDC), 25 000 en Zambie, 6 000 en Namibie et 2 000 en République du Congo. Ces déplacés perdront fin 2011 leur statut de réfugiés de guerre. Leur réintégration

convenable pose un nouveau défi au gouvernement angolais, qui s'ajoute à celui de gérer de façon plus efficace les ressources naturelles non renouvelables du pays et de créer des emplois. Une meilleure gestion exige un renforcement des institutions et un assouplissement de l'emprise étroite de l'exécutif sur le pouvoir, tant sur le plan politique qu'économique.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (S)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932411628>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	2.4	3.4	7.5	11.1
Inflation IPC	13.7	14.7	11.7	12.1
Balance budgétaire % PIB	-8.6	7.3	6.7	8.1
Balance courante % PIB	-10	1	-3.8	3.5

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932413984>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2010
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	10.0	10.9
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	-	-
dont agriculture	-	-
dont cultures vivrières	-	-
Mines et extraction	51.1	44.2
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	-	-
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	4.8	6.5
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	0.1	0.1
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	4.8	8.0
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	17.5	22.1
dont hôtels et restaurants	-	-
Transports, entreposages et communications	-	-
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	-	-
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	-	-
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	-	-
Administration publique, éducation, santé	-	-
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Autres services	11.7	8.1
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414953>

La croissance de l'économie repose étroitement sur le pétrole. Avec la récupération des cours internationaux en 2010, elle a rebondi à 3.4 %, contre 2.4 % l'année précédente. L'agriculture et les industries liées au secteur pétrolier ont accéléré leur progression, avec une croissance à deux chiffres. L'activité économique a néanmoins été entravée par les lenteurs de la mise en œuvre du PIP et l'accumulation des arriérés de dette publique, d'un montant de 6.8 milliards de dollars (USD), qui ont provoqué une croissance négative de 10.8 % dans le secteur de la construction et de 5.8 % dans le commerce. La production du diamant a de son côté reculé de 2.4 % avec la baisse du cours mondial.

Les prévisions misent sur une augmentation de la croissance en 2011 grâce aux effets du PIP sur la construction et le commerce, et dans un contexte d'augmentation de la production et des cours pétroliers. Les élections législatives prévues en 2012 devraient aussi relancer la consommation publique et donc la croissance. L'agriculture comme les industries liées au secteur pétrolier ou le secteur diamantaire devraient concourir à la relance de l'économie, avec des taux de croissance à deux chiffres. À l'exception de celui de l'énergie, tous les secteurs devraient croître en 2012.

En 2010, l'Angola a été le 2^e producteur de pétrole en Afrique, après le Nigeria. La production a certes reculé de 1.2 % pour s'établir à 1.78 million de barils par jour (b/j), mais la relative récupération des prix, qui avaient chuté de 34.2 % en 2009 avant de rebondir en 2010 avec une augmentation de 24.7 %, en a limité les conséquences. Selon les prévisions, la production devrait remonter à 1.85 million b/j en 2011 et atteindre 2.05 b/j en 2012. Du côté des cours, la hausse de 2010 a compensé la baisse de la production, bien au-delà du quota de 1.6 million b/j fixé par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Malgré les incertitudes concernant l'avenir des forages en eaux très profondes depuis la catastrophe du Golfe du Mexique en 2010, sept compagnies étrangères prospectent les rivages de l'Angola. Les perspectives restent bonnes. En 2010, le français Total a annoncé que ses explorations au nord de Luanda avaient révélé un champ estimé à environ 500 millions de baril, dont l'exploitation devrait commencer en 2014. La compagnie italienne ENI (*Ente Nazionale Idrocarburi*) a réalisé deux nouvelles découvertes au large de Soyo, dans le nord du pays. La dernière session d'adjudication de droits pour l'exploitation au large avait été suspendue en 2008 suite aux premières élections législatives de l'après-guerre, mais les autorités projettent une nouvelle session en 2011.

Le raffinage, le stockage, le transport et la distribution des produits pétroliers sont actuellement le monopole de Sonangol, la compagnie pétrolière nationale, mais ces activités devraient être libéralisées en 2012. Sonangol a accru ses parts dans des compagnies étrangères d'exploration et de production, et elle s'est associée en décembre 2010 avec des compagnies vénézuéliennes et cubaines pour développer des gisements au Venezuela. Sonangol a par ailleurs fait appel à la firme d'audit Ernst & Young pour améliorer la transparence de ses comptes afin d'élargir son ouverture vers les nouveaux marchés.

Le diamant est après le pétrole la seconde matière première d'exportation de l'Angola. La chute des prix mondiaux et la faiblesse de la demande dans le sillage de la crise économique mondiale l'ont sévèrement touché, mais les prix ont augmenté de 43.5 % en 2010 pour atteindre 114.2 USD le *quilate* (200 milligrammes). La compagnie diamantaire d'État Endiama a réduit sa production de 2.4 % en 2010, mais celle-ci devrait s'accroître selon les prévisions de 18.2 % en 2011 puis de 41.7 % en 2012. Endiama s'est remise à investir comme avant la crise, et elle réactive les filons délaissés.

La diversification de l'industrie minière de l'Angola au-delà du diamant est en cours. L'extraction du cuivre, le deuxième produit minier du pays après le diamant jusqu'en 1963, va bientôt reprendre dans le Mavoio, une région au nord de la province d'Uige. On escompte une production mensuelle de 20 000 tonnes de cuivre pur. En septembre 2010, la compagnie d'État Ferrangol s'est engagée à investir 1 milliard USD dans les quatre ans pour développer le projet Cassinga dans la province de Huila dans le sud, une zone riche en minerai de fer, en manganèse et en sédiments aurifères. L'exploitation de cette région avait été interrompue il y a plus de 30 ans par la guerre civile.

Si elle n'a contribué au PIB qu'à hauteur de 10.6 % en 2009, l'agriculture est le secteur de l'économie réalisant la croissance la plus rapide. Celle-ci a été de 25.9 % en 2009 puis de 11.5 % en 2010, mais il reste à compenser les pertes de la guerre civile. Avec l'aide des donateurs internationaux et une ligne de crédit auprès de la Banque chinoise de développement (BCD), les autorités ont consacré à l'agriculture une forte part de leur plan d'investissements publics 2009-12, d'un montant de 1.2 milliard USD. Ce plan vise à pallier l'insuffisance alimentaire qui frappe actuellement 10 à 15 % de la population, à réduire le coût des importations de produits alimentaires et à créer des emplois. Avec moins de 30 % des terres exploitables cultivées, le potentiel de l'agriculture extensive est énorme. Une agriculture intensive est également nécessaire pour améliorer la productivité. En 2010, une ligne de crédit de 350 millions USD a été dégagée pour permettre aux petits et moyens producteurs de financer leurs achats de semences, d'engrais et d'outils adaptés aux cultures à petite échelle ; elle doit aussi permettre de financer les investissements nécessaires à l'élargissement des superficies cultivées et d'augmenter la production.

Dans le domaine des industries liées au secteur pétrolier, la compagnie Angoflex (où sont associées Sonangol et la société française Technip) est devenue en 2010 la première compagnie angolaise à fournir un programme industriel pétrolier à l'étranger, au Ghana. L'Angola projette de répondre à la demande croissante de gazoducs et d'oléoducs en Afrique de l'Ouest. Angoflex a augmenté sa production de 80 à 200 conduits par jour au cours du premier trimestre 2010, avec une perspective quotidienne de 500 conduits.

Longtemps attendue, la construction de la nouvelle raffinerie angolaise Sonaref a commencé, et elle devrait entrer en opérations en 2014, avec plus de 1 000 créations d'emploi. Le complexe de Sonangol à Lobito doit avoir une capacité de raffinage de 115 000 b/j, dont la moitié destinée à l'export. Bien que pays producteur, l'Angola doit importer de l'énergie, et la Sonaref pourrait permettre de réduire la facture des produits raffinés importés, qui s'élevait à 1.6 milliard USD en 2009. La seule raffinerie en activité actuellement dans le pays ne traite que 37 000 b/j, à peine 30 % des besoins du pays.

L'Angola bénéficie de substantielles réserves de gaz, estimées à 297 milliards de mètres cubes, les deuxièmes d'Afrique. Pour les mettre à profit, les autorités se sont impliquées dans un projet de construction d'un complexe de gaz naturel liquéfié (Angola GNL). Implanté dans la province Zaire (au nord), Angola GNL représente le plus gros investissement particulier du pays de tous les temps, avec un traitement annuel prévu de 5 millions de tonnes de gaz de pétrole liquéfié, à destination principalement du marché des États-Unis. Au deuxième trimestre 2010 les travaux de construction étaient réalisés à 69 %, et les premières exportations devraient partir pour le Mississippi au premier trimestre 2012.

Le commerce est largement dominé par le secteur informel, qui concerne 60 % de la population avec les déplacements de population pendant la guerre civile et l'exode rural. Les autorités ont délocalisé le grand marché informel de Roque Santerio, qui comptait 200 000 étals, de Luanda à Panguila, à une distance de 18 km ; mais ce déplacement a eu des effets négatifs car l'accès au nouveau site doit emprunter une route engorgée par le trafic. Autrefois le plus grand marché du continent, Roque Santerio a eu pour mérite d'aider de nombreux Angolais à subsister pendant la guerre civile. Les autorités avancent que le nouveau site offre de meilleures conditions de travail en réduisant le caractère informel du commerce, mais les détracteurs dénoncent qu'elles cherchent à tirer profit de la vente de l'ancien site, proche du port de Luanda, à des investisseurs immobiliers.

Le secteur du bâtiment a été affecté pendant le premier semestre 2010 (une décroissance de 14.6 %) par les arriérés de paiement des pouvoirs publics. Il est dominé par des compagnies étrangères, et les plus touchées ont été de petites et moyennes entreprises (PME) appartenant à des Portugais. L'activité s'est toutefois redressée à partir de mai 2010, tirée par la reprise des projets prioritaires du PIP, et le secteur est devenu très compétitif.

Selon les estimations officielles, 3 à 5 millions de personnes vivent dans des conditions de logement inadéquates dans la seule ville de Luanda. En rupture avec une politique prônant un développement haut de gamme et qui a conduit à l'expulsion de centaines d'habitants des bidonvilles de Luanda, le gouvernement a réitéré en 2008 la promesse de construire un million de nouveaux logements sociaux à l'horizon 2013. Avec un budget de 50 milliards USD, il s'agit du plus grand projet d'habitat en Afrique. Il sera mené en partenariat avec des entreprises privées, chaque logement devant coûter moins de 60 000 USD.

La consommation et l'investissement privés ont poursuivi leur accélération en 2010, une tendance soutenue depuis 2002. On peut l'expliquer par les bonnes perspectives du secteur pétrolier, les nouvelles découvertes de gisements en eaux profondes, et le rattrapage d'après-guerre. Au contraire, l'investissement public a reculé en 2009 et 2010 pour la première fois depuis 2002. Importations et exportations se sont contractées de même en 2009 et 2010. Avec la réactivation du PIP, on prévoit une reprise des importations en 2011-12, ainsi que le retour d'une croissance tirée par la demande publique.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	12.6	14.8	-23.5	13.1	6.6	-5.9	2.4	1.3
Publique	6.8	12.4	-30	15	7	-6.3	2.1	1.1
Privée	5.8	2.4	10	7	5	0.4	0.3	0.2
Consommation finale	74.7	76.9	5.8	7.3	2	6.5	8.3	2.3
Publique	35	24.9	4.5	8.3	3.3	1.2	2.2	0.9
Privée	39.6	52	6.3	7	1.6	5.3	6	1.4
Secteur externe	12.8	8.3	-	-	-	2.9	-3.2	7.5
Exportations	75	54.5	-1	3.4	7.6	-1.1	3.6	7.8
Importations	-62.2	-46.2	-2.7	4.9	0.2	4	-6.8	-0.3
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	3.4	7.5	11.1

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415922>

Politique budgétaire

La gestion des finances publiques n'a pas été optimale en raison de la baisse des revenus pétroliers, qui ont chuté de 56 % entre l'été 2008 et février 2009, tandis que les dépenses n'avaient été ajustées en conséquence que fin 2009. C'est ainsi que l'État a accumulé en 2009 des arriérés de dette intérieure, pour un montant de 6.8 milliards USD en octobre, puis 1.8 milliard USD d'arriérés supplémentaires pendant le premier semestre 2010. La crise de liquidité qui s'est ensuivi a conduit les autorités à solliciter l'aide du Fonds monétaire international (FMI), qui a garanti en novembre 2009 un crédit stand-by de 1.4 milliard USD, le premier accordé à l'Angola depuis la fin de la guerre civile. Ce plan de financement est le plus important consenti à ce jour à un pays subsaharien.

Les recettes publiques ont évolué positivement en 2010 avec ce financement du FMI et le rétablissement du secteur pétrolier. Les recettes pétrolières représentaient 80 % des recettes totales en 2008. Cette part est tombée à 63 % en 2009, avant de rebondir à 72 % en 2010. L'État a épongé 60 % de ses arriérés à la fin de 2010 et il s'est engagé à équilibrer la balance des paiements au cours du premier semestre 2011. L'exécution des projets prioritaires du Programme d'investissements publics (PIP) a repris en mai 2010. L'adoption de la nouvelle constitution en février 2010, le remaniement ministériel qui s'est ensuivi et la restructuration de la BNA ont cependant freiné les décisions de l'exécutif et, partant, l'activité économique pendant le premier semestre 2010.

Il n'existe pas de cadre de dépenses à moyen terme (CDMT), mais le budget 2011 et les intentions budgétaires du gouvernement pour l'exercice suivant ont été élaborés selon les recommandations du FMI en maintenant la rigueur budgétaire tout en augmentant la part des dépenses sociales, portée à 30 % du budget. Le budget 2011 se base prudemment sur un prix du baril de 68 USD (moins que les 80 USD prévus par l'OCDE). On envisage toujours la création d'un fonds souverain d'aide sociale, mais le débat n'est pas tranché sur l'opportunité d'engager ainsi une politique contrecyclique alors que le pays a un grand besoin d'investissements à court terme après des décennies de guerre civile. Les élections législatives prévues en 2012 risquent de différer la création de ce fonds. Le gouvernement cherche à diversifier ses recettes et à améliorer l'exécution du budget. La constitution de 2010 appelle à une meilleure coordination interministérielle des dépenses et de la collecte fiscale, et à une restructuration des finances publiques dans un souci de plus grande transparence, avec la précision que permet l'informatisation des recettes et des dépenses. Il n'y a pas de taxe sur valeur ajoutée (TVA) en Angola, ni d'impôts fonciers, faute de cadastre, mais de nouveaux droits de timbre sont annoncés pour 2011. Une campagne de conscientisation va être lancée en direction des contribuables pour promouvoir le civisme fiscal.

Les dépenses de capital ont baissé de 16.7 % en 2009 et de 7.3 % en 2010. Les dépenses courantes se sont également contractées pendant la même période. Manquant de fonds pour financer son ambitieux programme d'investissements dans les infrastructures, le gouvernement a annoncé son intention d'accroître de deux milliards USD la dette intérieure. En 2010, pour la première fois, les agences internationales de cotation du crédit-risque ont décerné de bonnes notes à l'Angola (B+ pour S&P and Fitch et B1 pour Moody's). Dans la foulée, le pays a l'intention d'émettre sur le marché international, pendant la période 2011-12, entre un et deux milliards USD d'obligations d'État. L'aide publique représente moins de 1 % du budget, avec une faible coordination entre les donateurs.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	38.3	45.8	50.9	30.9	39.1	38	38
Recettes fiscales	7.6	6.3	6.2	9	8.4	8.1	7.8
Recettes pétrolières	30.4	38	41.2	19.4	28.4	27.7	28
Dons	-	-	-	-	-	-	-
Autres revenus	0.4	1.5	3.5	2.4	2.3	2.2	2.2
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	45.4	34.4	42	39.5	31.8	31.3	29.9
Dépenses courantes	38.5	22.6	27.9	27.1	24.2	23.5	22.1
Sans les intérêts	34.6	21.5	26.4	24.9	22.2	21.8	20.8
Salaires	10.7	7.9	8.6	11	9.6	9.3	8.3
Biens et services	19	6.9	8.5	6.4	5.8	5.8	5.6
Intérêts	3.9	1.1	1.5	2.2	2.1	1.6	1.4
Dépenses en capital	6.9	11.8	14.1	12.4	7.5	7.8	7.7
Solde primaire	-3.1	12.5	10.4	-6.4	9.3	8.4	9.5
Solde global	-7.1	11.4	8.9	-8.6	7.3	6.7	8.1

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416891>

Politique monétaire

La nouvelle constitution a révisé en profondeur la direction de la politique monétaire. La BNA, la Banque centrale, a été confirmée dans son rôle de gestion de la politique monétaire et de gardienne de la stabilité des prix, mais l'hémorragie des réserves en devises en 2009 a poussé l'exécutif à lui retirer le contrôle exclusif de la politique du change. La politique des taux d'intérêt et des taux de change est désormais partagée entre la BNA, les ministères des Finances, de l'Économie, de la Coopération économique, et le conseiller économique de la présidence. Les dirigeants de la BNA ne peuvent plus désormais rester en poste plus de deux mandats successifs de deux ans.

Entre juillet 2008 et février 2009, le cours du baril de pétrole s'est effondré, passant de 145 USD à 37 USD, ce qui a ébranlé le taux de change car les réserves en devises ont été sérieusement entamées pour soutenir le kwanza (AOA). Ces réserves sont tombées de 20 millions USD en décembre 2008 à 12.6 millions USD en décembre 2009, avant de rebondir à 15.7 millions USD en décembre 2010. Les autorités ont réagi en resserrant la politique monétaire.

Pour stériliser la liquidité excessive, la BNA a renforcé tout au long de 2009 et 2010 les contrôles administratifs sur le système d'adjudication des devises, et elle a porté à 30 % la réserve obligatoire sur les dépôts bancaires. Elle a aussi émis des bons du trésor pour renflouer le budget. La création de monnaie s'est par ailleurs considérablement ralentie avec la contraction des crédits à l'économie, qui sont passés de 70.2 % en 2008 à 55.3 % en 2009 puis à 22.2 % en 2010. La liquidité réduite conjuguée aux arriérés de la dette intérieure a freiné l'activité du secteur privé en 2010.

La stabilisation du taux de change, la maîtrise de la création de monnaie et la consolidation des réserves de change ont permis en 2010 une politique monétaire plus flexible, ce qui devrait se confirmer en 2011. En juin 2010, la réserve obligatoire sur les dépôts bancaires a été réduite à 25 % pour les dépôts en kwanza et à 15 %

pour les dépôts en devises. Le taux d'escompte a été ramené de 30 % à 20 % à la fin de l'année 2010, et la BNA entend accroître la liquidité en 2011 et encourager le secteur privé en abaissant les taux d'intérêt. La Banque centrale veut aussi atténuer la dollarisation de l'économie en limitant les crédits en devises.

Après neuf années consécutives de baisse de l'inflation, la tendance s'est renversée en 2008 et 2009, période qui a vu l'inflation augmenter de 6 %. Elle a encore légèrement augmenté en 2010, tirée par la dépréciation du taux de change (-17 %) et l'augmentation respective de 50 % et de 38 % du prix des produits pétroliers et du gazole (suite à la suppression de la subvention publique de 20 % décidée pour libéraliser en aval le secteur pétrolier). L'inflation devrait se maintenir à deux chiffres en 2011 et 2012 compte tenu de l'importance dans son calcul des transports publics et de la distribution des produits agricoles. Les autorités veulent réduire l'inflation à un seul chiffre avant d'ouvrir une bourse des valeurs.

Position extérieure

Le pétrole représente 95 % des exportations de l'Angola. La balance des opérations courantes a donc été profondément touchée par l'effondrement des prix en 2008/09, passant d'un solde positif de 6.4 milliards USD en 2008 à un déficit de 3.7 milliards USD en 2009. Après la remontée des cours, le solde est redevenu positif en 2010 (1.4 milliard USD), et il est devrait s'élever à 1.8 milliard USD en 2011. Les autres matières premières comme le diamant et les produits de raffinage devraient également enregistrer de bons résultats en 2010 et 2011.

L'accumulation des arriérés de dette envers le secteur privé a provoqué une baisse des importations en 2010. Les biens d'équipement représentent le tiers des marchandises importées, pour répondre à la demande du secteur des infrastructures et aux projets de logements du PIP. Le pays est structurellement dépendant des importations de produits alimentaires, qui représentent plus de la moitié des importations de biens. Toujours en termes de balance des paiements, le rapatriement des profits a augmenté de 24.2 % en 2010 pour atteindre 480 millions USD en 2010, un niveau qui devrait se maintenir en 2011.

Les importations de produits pétroliers raffinés ont augmenté de 34.6 % en moyenne annuelle pendant six ans pour atteindre 2.6 millions de tonnes métriques en 2009. Avec une seule raffinerie opérationnelle, la demande a dépassé l'offre aux alentours de 2002, et l'Angola est devenu importateur net de produits raffinés. La raffinerie de Luanda, qui date des années 50, est obsolète, et elle a été fermée en mai 2010 pour des travaux de maintenance.

Avec la reprise des cours du pétrole, les investissements directs étrangers (IDE) devraient augmenter de plus de 50 % en 2011 selon les prévisions. Le pétrole est exporté en premier lieu vers la Chine, puis aux États-Unis et en Inde. L'Angola a été en 2010 le deuxième fournisseur en pétrole de la Chine, avec une part de 17 % des importations chinoises, derrière l'Arabie saoudite (20 %).

Le ratio de la dette extérieure rapportée aux importations est passé de 21 % en moyenne pendant la période 2006-08 à 38.8 % en 2009, mais il devrait se stabiliser aux environs de 33 % sur la période 2010-12. Cette dégradation s'explique par l'augmentation de 54 % de la dette commerciale publique et de 40 % des dettes publiques bilatérales. Le stock de la dette publique à moyen et à long terme est structurellement composé pour 50 % de dette commerciale, pour 35 % de dettes bilatérales, et pour 8 % de dette multilatérale.

La dette commerciale est principalement contractée avec le Royaume uni (4.5 milliards USD), le Portugal (2.1 milliards USD), l'Espagne (1.2 milliard USD) et la Chine (1 milliard USD). Les dettes bilatérales sont notamment contractées avec le Brésil (2 milliards USD) et le Portugal (1.1 milliard). Le Brésil, la Chine, Israël, l'Espagne et le Portugal détiennent des créances gagées sur le pétrole. La dette publique à court terme est marginale (0.7 % du total de la dette extérieure). L'Angola s'est vu refuser des lignes potentielles de crédit en raison des faibles capacités d'absorption du pays.

Les relations de l'Angola avec les pays donateurs reprennent lentement depuis l'accord de 2009 avec le FMI, mais le niveau de l'aide restera faible en raison des revenus pétroliers potentiels considérables du pays. Les lignes de crédit concernent les biens et les services sans fournir de trésorerie. Les entrées de devises restent dépendantes du pétrole et de l'accord de stand-by contracté avec le FMI. Le secteur commercial de l'Angola repose essentiellement sur les importations de biens et de services, et la BNA est la seule institution autorisée à négocier en devises étrangères.

L'Angola est membre de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (CDAA, ou *SADC-Southern African Development Community*). Bien que le pays ait entrepris de diversifier ses créditeurs et partenaires commerciaux, les autorités ont décidé de développer les infrastructures avant d'ouvrir le marché de l'Angola à la CDAA. Les incitations fiscales sont encore insuffisantes pour permettre à la grande industrie d'affronter la concurrence de l'Afrique du Sud.

L'Angola et l'Afrique du Sud ont conclu une série d'accords pour développer leur coopération, y compris dans le

secteur de l'énergie. Comme l'Afrique du Sud, l'Angola ne voit pas d'intérêt à un Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne dans la mesure où il bénéficie de l'exemption de droits de douane au titre de l'initiative « Tout sauf les armes » (TSA).

Bien que l'Angola soit aussi membre de la CEEAC (Communauté économique des États d'Afrique centrale), ses relations avec les autres membres sont surtout bilatérales. Un contentieux oppose l'Angola, la RDC et la république du Congo sur les gisements pétroliers inexploités dans leurs eaux frontalières. Le conflit migratoire qui a éclaté en 2009 entre la RDC et l'Angola s'est envenimé avec le viol de dizaines de femmes congolaises en décembre 2010 sur la frontière à l'occasion d'une expulsion massive par l'Angola d'immigrés clandestins. Malgré son potentiel, le secteur touristique se résume au tourisme intérieur des expatriés présents dans le pays, et il est entravé par les contrôles tatillons de l'immigration.

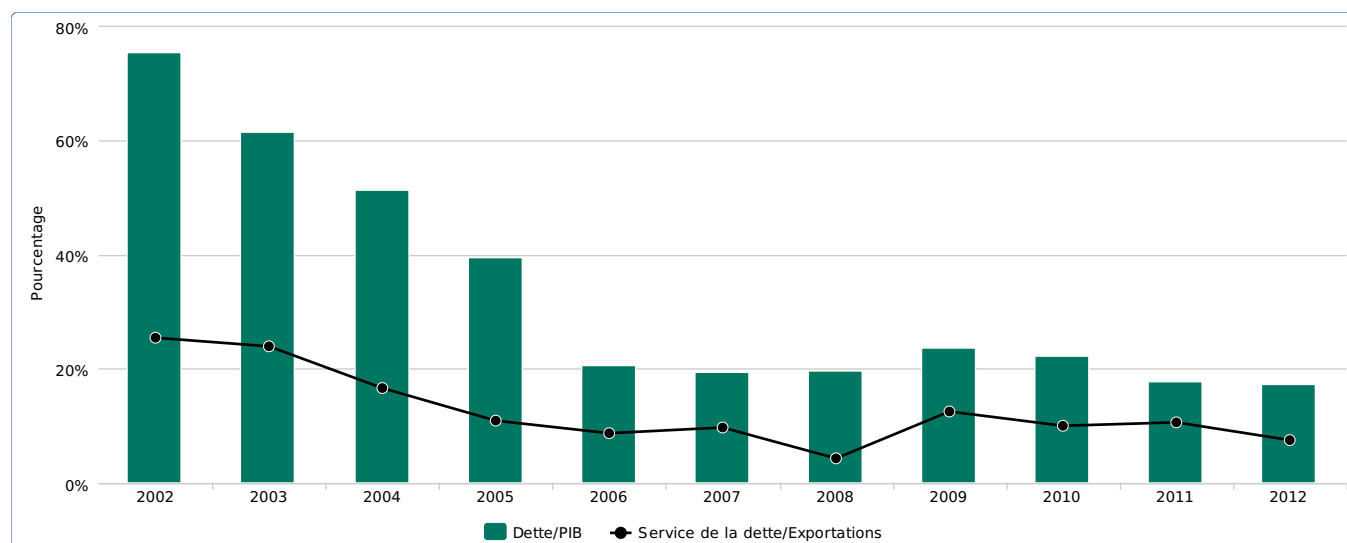
Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	40.1	50.8	51	24.1	33.3	33.7	35.9
Exportations de biens (f.o.b.)	73.1	73.4	75.9	54.1	60.3	58.6	59.3
Importations de biens (f.o.b.)	33	22.6	24.9	30	26.9	25	23.5
Services	-27.4	-20.4	-25.9	-24.6	-21.5	-28.2	-23.9
Revenu des facteurs	-14.4	-14.5	-16.3	-9	-10.3	-8.9	-8.2
Transferts courants	0.3	-0.4	-0.2	-0.5	-0.5	-0.4	-0.3
Solde des comptes courants	-1.3	15.6	8.5	-10	1	-3.8	3.5

Source : Données de la Banque centrale et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417860>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.
2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411628>

Questions structurelles

Développement du secteur privé

L'édition 2011 de *Doing Business*, le rapport de la Banque mondiale sur l'environnement des affaires, classe l'Angola 163^e sur 183 pays examinés. Le coût et les délais exigés pour créer une entreprise, enregistrer un titre foncier, faire garantir un contrat ou déposer un bilan sont décourageants, et il n'y a pas d'encadrement du développement du secteur privé.

Côté positif, l'accès au crédit s'est considérablement élargi au cours des dernières années. Le pourcentage des personnes disposant d'une carte de crédit est passé de 2 % en 2005 à 11 % en 2010. Le ratio du total des crédits rapporté au PIB, qui plafonnait à moins de 10 % en 2006, a été de 43 % en 2009. Les crédits bancaires ont augmenté de 79 % en 2009, tirés par les prêts commerciaux et le crédit immobilier.

Le système financier s'est élargi, mais avec de fortes disparités régionales. Vingt banques étaient présentes à Luanda en 2010, mais il n'existait que cinq banques en moyenne dans les provinces orientales du pays (Cuando Cubango, Lunda Norte, Lunda Sur, Moxico). À peu d'exceptions près (Namibe, Benguela, Cabinda, Luanda), la plupart des provinces comptent moins de dix distributeurs automatiques de billets (DAB) pour 100 000 habitants. Seule Luanda compte plus de 20 DAB pour une telle population.

Pour obtenir plus facilement un financement, le secteur privé se doit d'améliorer sa comptabilité et son évaluation des risques avant de soumettre ses projets aux établissements financiers. De nombreux prêts sont refusés en raison d'une sous-estimation par les entrepreneurs privés du risque et de leurs capacités de financement.

L'un de ces risques financiers est le risque de change dans les bilans. En 2009, la proportion des dépôts libellés en devises a augmenté jusqu'à représenter plus de la moitié du total des dépôts. Parallèlement, le montant des crédits en devises a représenté 50 % du total des prêts en 2009, contre 46 % en 2008. La BNA envisage des mesures de régulation pour réduire l'exposition du système bancaire aux devises étrangères.

Autres développements récents

En plus de sa forte dépendance envers le pétrole, l'économie angolaise est confrontée à de lourdes disparités régionales. La région de Luanda contribue aux trois quarts du PIB, et les autres provinces côtières hauteur de 15 %. La pauvreté et les inégalités varient de même considérablement selon les régions. Le taux de chômage est ainsi de 17 % à Luanda, contre 28 % environ dans le pays.

Malgré de récents efforts, la décentralisation pose toujours problème. En 2009, le gouvernement a procédé à des réallocations directes aux provinces et aux municipalités, mais cette bonne mesure camoufle le fait qu'elle se dilue aux niveaux subalternes de l'administration. L'inefficacité, la faible capacité d'absorption et la corruption affectent sérieusement les résultats réels de la décentralisation. L'administration centrale accapare 85 % du budget total, tandis que les autorités provinciales et municipales s'en partagent 14 %. De plus, selon l'édition 2009 du *Relatório Económico de Angola*, les disparités s'accroissent ; la revue met en évidence l'écart entre une répartition optimale des dépenses et la réalité actuelle.

Les sévères insuffisances des ressources humaines compromettent aussi une bonne réallocation des ressources tant au plan national que dans la capitale, comme l'a relevé en novembre 2010 le Plan de planification de Luanda (*Governo Provincial de Luanda, Programa de Subordinação Central*). Il est nécessaire d'améliorer les analyses coût/profit et la politique qui place en priorité le développement des infrastructures.

Pour stimuler le PIB par tête et réduire les inégalités, il faut chercher en priorité à diversifier le volet offre de l'économie et élaborer une politique globale impliquant les régions. Une politique plus efficace concernant les infrastructures contribuerait, par exemple, à diversifier l'économie, à renforcer la cohésion sociale et à améliorer la compétitivité (améliorer les transports et la distribution d'eau aiderait par exemple l'agriculture).

Le Plan national 2010-11 est consacré au développement des infrastructures (y compris la distribution d'eau et l'assainissement, les transports, l'énergie et les télécommunications), et il esquisse des politiques permettant d'améliorer ces secteurs. Le budget 2011 a prévu le financement des priorités définies dans le plan en allouant près de 6.1 milliards USD (soit 13.4 % du budget total, contre 16.4 % en 2010) aux principaux secteurs de l'économie (transports, énergie, agriculture et pêche).

Les besoins en énergie de l'Angola augmentent rapidement en raison de la forte croissance de l'économie au cours de ces dernières années. La production d'électricité est insuffisante, et les principales villes souffrent de coupures de courant. Les investissements dans ce secteur mettent l'accent à la fois sur les réseaux de transport et de distribution du courant et sur le développement des capacités de production. Le gouvernement a fixé pour

objectif de porter la production à 7 000 MW en 2016, permettant une consommation de 4 000 kWh par personne, ce qui multiplierait par huit la consommation actuelle.

L'Angola dispose d'un énorme potentiel hydroélectrique, qui fournit déjà les trois quarts de la production nationale. Mais la guerre civile a détruit des centrales, et les autorités n'ont pas réussi à maintenir l'offre au niveau de la demande croissante. En 2011, le gouvernement a prévu de dépenser près de 1.3 milliard USD (3 % du budget national) pour l'énergie. Les plans officiels appellent à développer de petites unités hydroélectriques pour renforcer l'agro-industrie.

L'Angola a réalisé d'impressionnants progrès dans la réhabilitation de ses infrastructures. Cette effort a été financé par des capitaux publics et par des emprunts à l'étranger. La plupart des infrastructures reconstruites l'ont été par des firmes étrangères, notamment chinoises et brésiliennes. La réhabilitation du réseau routier a été centrée sur les voies reliant les principaux centres urbains et les routes des abords de Luanda.

En outre, la revitalisation et la mise aux normes des voies ferrées et des infrastructures portuaires sont prioritaires dans le secteur des transports. Les travaux sont en cours mais progressent lentement. L'achèvement de la ligne ferroviaire Luanda-Malange, qui doit relier la capitale aux régions enclavées du nord, a souffert de nouveaux retards. La contraction de l'économie a sérieusement affecté le financement du projet, et la ligne ne pourra être totalement opérationnelle avant le deuxième semestre 2011, à condition qu'une série de problèmes matériels et administratifs soient surmontés. Le total des dépenses planifiées pour le secteur des transports en 2011 se monte à près de 2.7 milliards USD (5.8 % du budget national).

Dans de nombreux financements de projets de transport routier, des économies significatives peuvent être faites avec une meilleure gestion et une plus grande coordination du réseau, en améliorant la qualité des services de transport, avec des tarifs appropriés et une taxation spécifique pour développer un système multimodal efficace. Des premiers pas ont été franchis dans cette direction, mais rien n'a été fait en matière de planification globale du trafic. Les fonds manquent pour le financement des systèmes de transport de masse en cours de développement.

Les priorités définies pour l'agriculture et la pêche consistent essentiellement en 14 grands programmes de développement rural visant à développer les cultures, à créer des filières agroalimentaires, à mieux gérer la pêche et à protéger les écosystèmes. Au total, près de 0.65 milliard de dollars (1.4 % du budget national) seront alloués à l'agriculture et à la pêche en 2011.

Le plan national 2011-12 met toujours l'accent sur la nécessité d'une meilleure coordination des politiques publiques, notamment dans le secteur des infrastructures. Une approche globale du développement des infrastructures est indispensable pour fixer les priorités des grands projets. Une programmation mieux finalisée doit définir les besoins prioritaires et leurs sources de financement, en particulier les lignes de crédit étrangères.

Partenaires économiques émergents

Pendant la dernière décennie, l'Angola a considérablement diversifié ses partenariats économiques, en particulier avec les économies émergentes non africaines. En 2000, ces partenaires émergents absorbaient un tiers des exportations angolaises. Cette part est passée à 40 % en 2005 et à 52 % en 2009.

Les deux principaux importateurs du pétrole angolais sont la Chine et l'Inde. En 2009, le pays a exporté vers la Chine l'équivalent de 15 milliards USD de pétrole (près de 40 % de sa production totale). La demande indienne s'est renforcée ces cinq dernières années. En 2009, l'Angola a exporté vers l'Inde l'équivalent de 1.2 milliard USD, soit 9.4 % de sa production, trois fois plus qu'en 2004. D'autres pays, tels le Brésil, la Corée du Sud, le Chili et l'Indonésie, ont importé du pétrole angolais.

La part des partenaires émergents s'est également accrue dans les importations de l'Angola. En 2000, seul le Brésil figurait dans la liste des dix premiers fournisseurs du pays, avec 6.4 % des importations, mais le classement a commencé à changer en 2002 quand la Chine, puis d'autres (l'Argentine, l'Inde, la Corée du Sud, les Émirats arabes unis), ont pris de l'importance. En 2009, la Chine a représenté 11 % du total des importations, le Brésil 9 %, l'Inde 8 % et les Émirats arabes unis 5 %, et ces pays figurent désormais au rang des principaux fournisseurs de l'Angola. Pris ensemble, ces pays ont assuré près du tiers de ses importations.

C'est la Chine qui a le plus fortement amélioré sa position. En seulement trois ans, les importations en provenance de Chine ont été multipliées par trois, passant de 500 millions USD en 2007 à plus de 1.5 milliard en 2009. Derrière le Portugal et les États-Unis, la Chine se positionne comme le troisième partenaire commercial de l'Angola.

Plusieurs pays émergents sont par ailleurs de gros investisseurs de capitaux destinés au financement des projets spécifiques. La dette publique à moyen et long terme de l'Angola a été contractée pour près d'un tiers du total (15 milliards USD) auprès de partenaires émergents non africains. Les deux principaux partenaires, la Chine et le Brésil, représentent respectivement 20 % et 13 % de toutes les lignes de crédit. La plupart de ces lignes de crédit courent sur dix ans, et sont consacrées au financement de travaux publics. Elles sont gagées sur le pétrole, et leurs taux d'intérêt ne dépassent pas de plus de trois points le taux Libor (le taux interbancaire offert à Londres).

Depuis la fin de la guerre civile en 2002, les investissements chinois ont notamment considérablement augmenté, et ils ont joué un rôle crucial dans la reconstruction. Les firmes chinoises sont également des acteurs essentiels de la construction des villes nouvelles, comme Kilamba Kiaxi, proche de Luanda, qui a été édifée par le groupe Citic (*China International Trust and Investment Company*). Près de 450 firmes chinoises (50 publiques et 400 privées) opèrent en Angola. Le 20 novembre 2010, les vice-présidents des deux pays, Xi Jinping et Fernando Da Piedade Dias dos Santos, sont convenus de développer leur partenariat commercial et financier.

Reste, et c'est important, à évaluer et contrôler la qualité des projets publics réalisés par des entreprises étrangères en Angola. L'hôpital général de Luanda, par exemple, a été construit il y a quatre ans par la Covec (*China Overseas Engineering Group Company*), pour un investissement de 8 millions USD financé par des lignes de crédit ; mais des fissures dans l'immeuble ont nécessité l'évacuation des malades.

Contexte politique

Le *Movimento Popular de Libertação de Angola* (MPLA) a remporté haut la main les élections législatives de septembre 2008, ce qui a davantage encore concentré le pouvoir dans les mains du président José Eduardo dos Santos, qui dirige le pays depuis 1979 et exerce une mainmise totale sur le système politique.

La nouvelle constitution adoptée en février 2010 a consolidé son emprise, en abolissant l'élection du président au suffrage universel (le leader du parti majoritaire devenant d'office le chef de l'État) et en remplaçant le poste de Premier ministre par un vice-président placé sous l'autorité directe du président. Elle a limité le mandat présidentiel à deux quinquennats successifs, mais cette limite ne concerne pas les 30 années passées au pouvoir par José Eduardo dos Santos, ce qui l'autorise à rester président jusqu'en 2022, car la prochaine présidentielle n'est prévue qu'en 2012.

C'est en avril 2010 que pour la première fois les autorités ont organisé une conférence de presse pour présenter la politique économique et sociale du pays, avec le concours de trois ministres (dont celui des Finances) et du gouverneur de la Banque centrale. Cette initiative a été interprétée comme une ouverture en faveur de la liberté de la presse, malmenée en 2010. Trois journalistes ont été attaqués pendant le dernier trimestre de cette année-là. Alberto Graves Chakussanga, journaliste à *Rádio Despertar*, une station qui critiquait le gouvernement MPLA, a été tué en septembre (il est le premier journaliste assassiné depuis 2001). En septembre également, Norberto Abias Sateko, de *TV Zimbo*, a été blessé par balles. Puis en octobre, un autre journaliste de *Rádio Despertar*, Antonio Manuel Manuel Da Silva dit « Jojo », a été poignardé.

Trois hebdomadaires indépendants (*Semanario Angolense*, *A Capital* and *Novo Jornal*) ont été ensuite rachetés par un groupe de presse privé, *Media Investments*, ce qui avait alerté les associations de défense des droits de l'homme. Ce groupe, peu connu, a refusé de révéler l'identité de ses propriétaires, conduisant ces associations à soupçonner que la vente a été commanditée par des proches du régime en vue de réduire au silence les médias indépendants.

Selon le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations Unies, près de 100 000 réfugiés perdront leur statut de réfugiés de guerre fin 2011. Les autorités de l'Angola se devront d'aider ces réfugiés à se réintégrer.

Contexte social et développement des ressources humaines

Il reste à mobiliser la croissance économique au service de la lutte contre la pauvreté et le chômage des jeunes, des questions fondamentales en Angola. Le pays devra faire face aussi au défi démographique, avec 46 % de ses habitants âgés de moins de 18 ans et une population qui devrait passer de 19 millions de personnes en 2009 à 24.5 millions en 2020.

Selon de récentes estimations du Pnud, 54 % de la population vit avec moins de 1.25 USD par jour, et le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités de revenus, est de 0.59 (pays à très fortes inégalités). Qui plus est, selon une enquête sociale de l'IBEP (*Inquérito Integrado Sobre o Bem Estar da População*), 58 % des ruraux vivent en dessous du seuil national de la pauvreté, contre 19 % des urbains. L'Angola a été rétrogradé au classement de l'IDH (Indice du développement humain), passant de la 143^e place en 2009, à la 146^e place en 2010.

L'espérance de vie reste faible, à 48.1 ans. Faute de données, il est difficile d'accéder aux indicateurs du développement humain en Angola. L'institut national de la statistique organise un recensement national, le premier depuis 1970, qui devrait, à son achèvement en 2014, améliorer sensiblement les statistiques concernant le pays.

Les dépenses sociales dépasseront en 2011 30 % du budget total et seront ventilées comme suit : 8 % à l'éducation, 3.8 % à la santé, 12.8 % à la protection sociale, 1.3 % à la culture, 4.9 % au logement et au développement communautaire, et 0.8 % à la protection de l'environnement. Mais ces allocations restent vagues. C'est ainsi que 9 % du budget seront alloués à des services de protection sociale « non précisés », ce qui laisse penser que les analyses techniques sous-jacentes à ces différentes allocations ne sont pas pertinentes.

Le manque de ressources humaines handicape les secteurs de l'éducation et de la santé. Après une guerre civile longue de 27 ans, il est très difficile de convaincre des instituteurs et des travailleurs de santé qualifiés de s'installer dans les zones rurales, loin de la capitale. L'administration et la mise en œuvre des projets planifiés souffrent du même problème. La concentration dans les villes principales, Luanda notamment, des maigres ressources en personnels qualifiés continue d'entraver l'aboutissement des ambitieux projets officiels.

En dépit des programmes de logement récemment mis en œuvre en Angola (tels le *Fundo de fomento habitacional* ou *Nossa Casa*), les conditions de logement restent un défi majeur. Selon des données officielles, 78.5 % des populations urbaines vivent dans des logements construits avec des matériaux disparates, et 40 % seulement des Angolais ont accès à l'électricité (8.6 % dans les zones rurales).

L'environnement sanitaire reste un calvaire dans le pays. Seulement 42 % des habitants ont accès à l'eau potable, et 60 % disposent de toilettes améliorées. Les populations semi-urbaines vivent près de monceaux d'immondices et de flaques stagnantes. L'accès à l'eau potable et l'assainissement restent problématiques dans les zones rurales, où 23 % des habitants seulement disposent d'eau potable, et 31 % de toilettes améliorées. Le gouvernement a lancé un programme baptisé « L'Eau pour tous » pour améliorer l'accès à l'eau potable dans les campagnes, avec pour objectif déclaré de porter à 80 % le pourcentage des ruraux disposant d'eau potable, ce qui paraît très optimiste.

Près de 70 % des dépenses éducatives sont allouées au pré-scolaire et au primaire. Le taux brut d'inscription scolaire, garçons et filles, était de 65.3 % en 2006 selon le Rapport 2010 sur le développement humain. Les autorités se fixent pour objectif de parvenir à un taux d'inscription de 90 % dans le primaire à l'horizon 2015. Le taux d'alphabétisation est de 65 % dans la tranche de population âgée de 15 ans et plus, mais il tombe à 40 % dans le groupe des jeunes femmes rurales (15-24 ans).

La prévalence du VIH/sida est faible en Angola, un effet de l'isolement de la population pendant les longues années de la guerre civile. Les autorités se sont fixé pour objectif de maintenir le taux de la prévalence en dessous de 3 %.

Le chômage est très élevé, et il s'est aggravé sous l'effet de la crise économique mondiale. Il touche entre 24.1 % et 26.3 % de la population selon les estimations, et le pouvoir d'achat aurait baissé de 1.15 % en 2009 (et de 31 % pendant la période 2003-09). L'administration publique reste le premier employeur, un indicateur révélant le peu d'emplois générés par la croissance dans le secteur privé.